

« Je suis candidat pour »

C'est finalement dans la presse quotidienne régionale (PQR) qu'Emmanuel Macron a choisi de se déclarer candidat. La rumeur courait depuis la veille. La confirmation est arrivée par un simple coup de fil de son équipe de campagne hier en fin de matinée. « Le président vous adressera une lettre aux Français en fin de journée. Dites-nous si vous êtes intéressés ».

par les circonstances, le choix de la presse régionale n'est pas anodin. Souvent accusé d'avoir été distant, voire méprisant, le Président de la République veut jouer la carte de la proximité dans le court laps de temps qui le sépare de l'élection. Après avoir snobé la PQR au début de son mandat, (mal) conseillé par des communicants hors sol, Emmanuel Macron a rapidement mesuré l'intérêt et la force des médias de proximité.



Emmanuel Macron. (Photo AFP)

Il est des choix qu'avec l'expérience acquise auprès de vous je ferais sans doute différemment. Mes chers compatriotes. Depuis cinq ans, nous avons traversé ensemble nombre d'épreuves. Terrorisme, pandémie, retour de la violence, guerre en Europe : rarement, la France avait été confrontée à une telle accumulation de crises.

transformations engagées durant ce mandat ont permis à nombre de nos compatriotes de vivre mieux, à la France de gagner en indépendance. Et les crises que nous traversons depuis deux ans montrent que c'est bien ce chemin qui doit être poursuivi. Nous connaissons des bouleversements d'une rapidité inouïe : menace sur nos démocraties, montée des inégalités, changement climatique, transition démographique, transformations technologiques.

dat de Président de la République. Je suis candidat pour inventer avec vous, face aux défis du siècle, une réponse française et européenne singulière. Je suis candidat pour défendre nos valeurs que les dérèglements du monde menacent. Je suis candidat pour continuer de préparer l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.

Comment les anciens présidents

Solennel derrière un bureau, grave ou souriant sur un plateau de télévision, détendu devant une foule amicale : à l'heure de briguer un second mandat, les présidents sortants de la V^e République ont toujours cherché à marquer les esprits. Charles de Gaulle, François Mitterrand et Jacques Chirac ont transformé l'essai ; Valéry Giscard d'Estaing et Nicolas Sarkozy ont dû plier bagage.

depuis l'Élysée, en majesté, que le fondateur de la V^e République annonce sa candidature pour la première élection présidentielle au suffrage universel direct. Un mois à peine avant le premier tour organisé le 5 décembre. « Je crois devoir me tenir prêt à poursuivre ma tâche, déclare-t-il dans un discours retransmis sur l'unique chaîne de télévision. Mesurant en connaissance de cause de quel effort il s'agit, mais convaincu qu'actuellement, c'est le mieux pour servir la France. »

18-Juin en ballottage. De Gaulle est réélu le 19 décembre avec 55,20 % des voix. 1981 : Giscard copié-collé L'ancien ministre des Finances du grand Charles calque son entrée en campagne sur celle de son illustre prédécesseur. Il est le dernier à se déclarer, le 2 mars 1981, huit semaines avant le premier tour. Depuis l'Élysée, il promet que « le président de la République continuera sa tâche jusqu'au bout, comme c'est son devoir. Le candidat s'en distinguera entièrement. Je ne serai pas un président-candidat, mais un citoyen-candidat. » Plombé notamment par l'affaire des dia-

mants de Bokassa et par la rivalité avec son ancien Premier ministre Jacques Chirac, il arrive en tête au premier tour, mais s'incline le 10 mai devant François Mitterrand (51,76 %). 1988 : Mitterrand en un seul mot La campagne d'affichage « Génération Mitterrand », initiée plusieurs semaines en amont par le publicitaire Jacques Séguéla, avait préparé les esprits. Le premier Président socialiste attend pourtant le 22 mars 1988 pour franchir le pas - quatre semaines avant le premier tour. En direct au 20-Heures d'Antenne 2, le journaliste Henri Sannier l'inter-

roge sur ses intentions. François Mitterrand esquisse un sourire et glisse un « oui » presque timide. Deux semaines plus tard, le candidat décrypte son programme dans une « Lettre aux Français » de trente pages. Stratégie gagnante : il décroche le 8 mai un second bail à l'Élysée avec 54,02 % des suffrages devant Jacques Chirac. 2002 : Chirac devant ses amis L'ancien patron du RPR innove à son tour, sur le timing comme sur la forme. Alors que la date du premier tour est fixée au 21 avril 2002, il crée la surprise dès le 11 février. Lors d'un déplacement à Avignon,

SEY-SI 2

+

défendre nos valeurs »

LE DÉCRYPTAGE

Une passe à gauche, un dribble à droite, et la volonté manifeste de mettre la balle au centre à l'arrivée. Avec sa *Lettre aux Français*, Emmanuel Macron investit enfin le terrain électoral. Du bout des crampons cependant : il explique, sans ambiguïté, qu'il ne pourra pas « mener campagne comme [il l'aurait souhaité] en raison du contexte. » Le Président-candidat adresse d'abord un *satisfecit* collectif à ses concitoyens. Oubliés, les « Gaulois réfractaires » ! « Nous avons fait face avec dignité et fraternité, écrit-il. Nous avons tenu bon sans jamais renoncer à agir. » Il dépeint, avec un brin de lyrisme, une France en marche, avec une industrie qui recrée des emplois et un chômage qui « atteint son plus bas niveau depuis quinze ans. » « Nous n'avons pas tout réussi. Il est des choix qu'avec l'expérience acquise je ferais sans doute différemment, glisse-t-il sans préciser sa pensée. Mais les transformations engagées durant ce mandat ont permis à nombre de nos compatriotes de vivre mieux. »

Évoquant les challenges à venir, le chef de l'État glisse des piques enfiellées à ses adversaires d'extrême droite. « Nous ne répondrons pas à ces défis en choisissant le repli ou en cultivant la nostalgie », prévient-il. À la fois mordant et ironique : « L'enjeu est de bâtir la France de nos enfants, pas de ressasser la France de notre enfance. » Il tend sa main gauche en s'engageant à lutter « contre les inégalités [...] en nous y attaquant à la racine » pour que la « méritocratie républicaine redonne une promesse pour chacun. » L'école sera une « priorité », jure-t-il, tout comme « le grand âge ». Le candidat veut ainsi « rendre les maisons de retraite plus humaines » – allusion à peine voilée au scandale des résidences Orpéa. Il envoie également des signaux sur sa droite, décidé à « défendre notre singularité française », notre « art de vivre millénaire » et « une histoire, une langue, une culture que, lorsqu'on est Français, on se doit de connaître, d'aimer de partager ». Et d'insister sur la « citoyenneté qui ne repose pas seulement sur des droits, mais sur des devoirs. »

Janus protéiforme, Emmanuel Macron donne ainsi le ton de la très courte campagne qui s'annonce. Il veut être un Président d'équilibre, qui a appris de ses erreurs, synthèse des différents courants qui ont irrigué notre histoire. Son projet ? Il l'expliquera plus tard, « avec clarté et engagement », pour « faire de ces temps de crises le point de départ d'une nouvelle époque française et européenne ». Un chapitre « si important » qu'il entend bien continuer à l'écrire.

LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

tial feront le futur et nous permettront de devenir une grande Nation écologique, celle qui la première sera sortie de la dépendance au gaz, au pétrole et au charbon.

C'est à la condition de cette reconquête productive par le travail que nous pourrions préserver et même améliorer ce modèle social auquel nous tenons tant et qui a fait ses preuves.

Nous lutterons contre les inégalités, non pas tant en cherchant à les corriger toujours trop tard qu'en nous y attaquant à la racine. Nous ferons en sorte que tous les enfants de France aient les mêmes chances, que la méritocratie républicaine redonne une promesse pour chacun. Pour cela, la priorité sera donnée à l'école et à nos enseignants, qui seront plus libres, plus respectés et mieux rémunérés.

Nous investirons pour permettre à chacun de vivre le grand âge à domicile tant qu'il le peut, pour rendre les maisons de retraite plus humaines. Nous poursuivrons sans relâche notre travail pour l'inclusion de nos compatriotes en situation de handicap. En matière de santé, nous opérerons la révolution de la prévention et ferons reculer les déserts médicaux.

La force de notre modèle social est là : dans cet investissement dans l'humain tout au long de la vie, qui donne confiance aux familles et a fait de la France l'un des pays d'Europe à la plus forte natalité. Défendre notre singularité française implique enfin de promouvoir une certaine manière d'être au monde. Un art de vivre millénaire, enraciné dans chaque région, chaque canton, chaque ville et chaque village que ce soit en

métropole ou dans nos outre-mer. Une histoire, une langue, une culture que lorsque l'on est Français, on se doit de connaître, d'aimer, de partager. Une citoyenneté, qui ne repose pas seulement sur des droits, mais sur des devoirs et un engagement de chaque jour. Parce que le respect des lois n'est pas négociable, nous poursuivrons l'investissement dans nos forces de sécurité et notre justice. Nous encourageons l'engagement avec une ambition simple : former non pas seulement des individus et des consommateurs, mais des citoyens. Faire des républicains.

Tout au long de mon mandat, j'ai vu partout un esprit de résistance à toute épreuve, une volonté d'engagement remarquable, une inlassable envie de bâtir. Je l'ai retrouvée dans notre pays mais aussi en allant à la rencontre de nos compatriotes vivant à l'étranger. En chaque lieu,

j'ai perçu le désir de prendre part à cette belle et grande aventure collective qui s'appelle la France.

C'est pourquoi le moment électoral qui s'ouvre est si important. Cette élection présidentielle déterminera les directions que le pays se donne à lui-même pour les cinq années à venir et bien au-delà. Bien sûr, je ne pourrai pas mener campagne comme je l'aurais souhaité en raison du contexte. Mais avec clarté et engagement j'expliquerai notre projet, notre volonté de continuer à faire avancer notre pays avec chacun d'entre vous.

Ensemble, nous pouvons faire de ces temps de crises le point de départ d'une nouvelle époque française et européenne.

Avec vous. Pour vous. Pour nous tous. Vive la République !

Vive la France !

EMMANUEL MACRON

« En chaque lieu, j'ai perçu le désir de prendre part à cette belle et grande aventure collective qui s'appelle la France »



ne pas nous laisser imposer par d'autres les technologies qui rythmeront demain notre quotidien, il nous faudra aussi continuer d'investir dans notre innovation et notre recherche afin de placer la France en tête dans les secteurs qui, comme les énergies renouvelables, le nucléaire, les batteries, l'agriculture, le numérique, ou le spa-

sortants se sont déclarés

devant un parterre d'inconditionnels, il suggère à la maire Marie-Josée Roig de l'interroger. Et répond tout sourire : « Vous m'avez posé une question directe et franche. Eh bien, j'y répondrai dans le même esprit : oui, je suis candidat ! »

Après l'élimination inattendue de Lionel Jospin au premier tour, face à Jean-Marie Le Pen au second, il l'emporte largement avec 82,21 % des bulletins.

2012 : Sarkozy face aux caméras

Nicolas Sarkozy lève l'ambiguïté le 15 février 2012, quatre mois après l'entrée en lice de son concurrent socialiste et huit semaines

avant le premier tour. Sur le plateau du *20-Heures* de TF1, il se justifie : « Ne pas solliciter de nouveau la confiance des Français serait comme un abandon de poste ». Le 5 avril, il se glisse dans les pas de Mitterrand en publiant sa propre « *Lettre aux Français* ». En vain. Le 6 mai, il est battu par François Hollande (51,65 %).

Moins de cinq ans plus tard, au sommet de l'impopularité, ce dernier renonce volontairement à briguer un second mandat – une première depuis un demi-siècle.

LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

1. Georges Pompidou est décédé avant le terme de son premier mandat, François Hollande a renoncé à se présenter cinq mois avant le scrutin.



De gauche à droite et de haut en bas : Charles de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy ont annoncé leur candidature pour un second mandat en s'efforçant de marquer les esprits. (Photos archives AFP)